

Etude sociologique de perception des risques Les retours de l'étude

D'avril à octobre 2022, la Métropole Rouen Normandie a mené une étude sociologique sur la perception des risques industriels et les attentes citoyennes. Menée en partenariat avec l'Institut pour une Culture de Sécurité Industrielle (ICSI), l'Université de Rouen Normandie et le sociologue Pierre Lenel, cette étude s'est déroulée en deux phases : 90 entretiens avec des habitants, des élus, des associations et des industriels (avril à juin), puis un questionnaire en ligne ayant collecté 440 réponses (juin à juillet). Des constats et des conclusions ont pu être tirés de ce processus pour avancer dans la prévention des risques sur notre territoire.

Pour Nicolas Mayer-Rossignol, Maire de Rouen et Président de la Métropole Rouen Normandie et Charlotte Goujon, Vice-Présidente en charge de la transition écologique, la santé, la sécurité sanitaire et industrielle : *« Nous avons souhaité mener une étude objective, au plus près des préoccupations et du ressenti de toutes les parties prenantes du territoire. La participation citoyenne est au cœur de nos engagements et une fois encore, nous avons fait appel à la coconstruction. Une instance de dialogue citoyen verra le jour grâce aux conclusions de cette étude et nous avancerons toujours plus dans la résilience face aux risques. »*

Des enseignements sur la perception des risques

Cette étude a permis d'identifier le ressenti des citoyens du territoire face aux risques industriels.

Une forme de déni

La conscience du danger est bien présente chez les populations rencontrées, mais l'on constate que le danger est refoulé et une forme de fatalisme s'est installée.

Un accent sur les nuisances

Une plus grande importance est accordée aux nuisances quotidiennes (bruit, odeur, fumée...) qu'aux risques majeurs (incendie, explosion, nuage toxique) qui sont, eux, peu perceptibles. Il apparaît donc plus facile de mobiliser les populations sur les nuisances quotidiennes que sur les risques majeurs.

Une inquiétude sur la santé

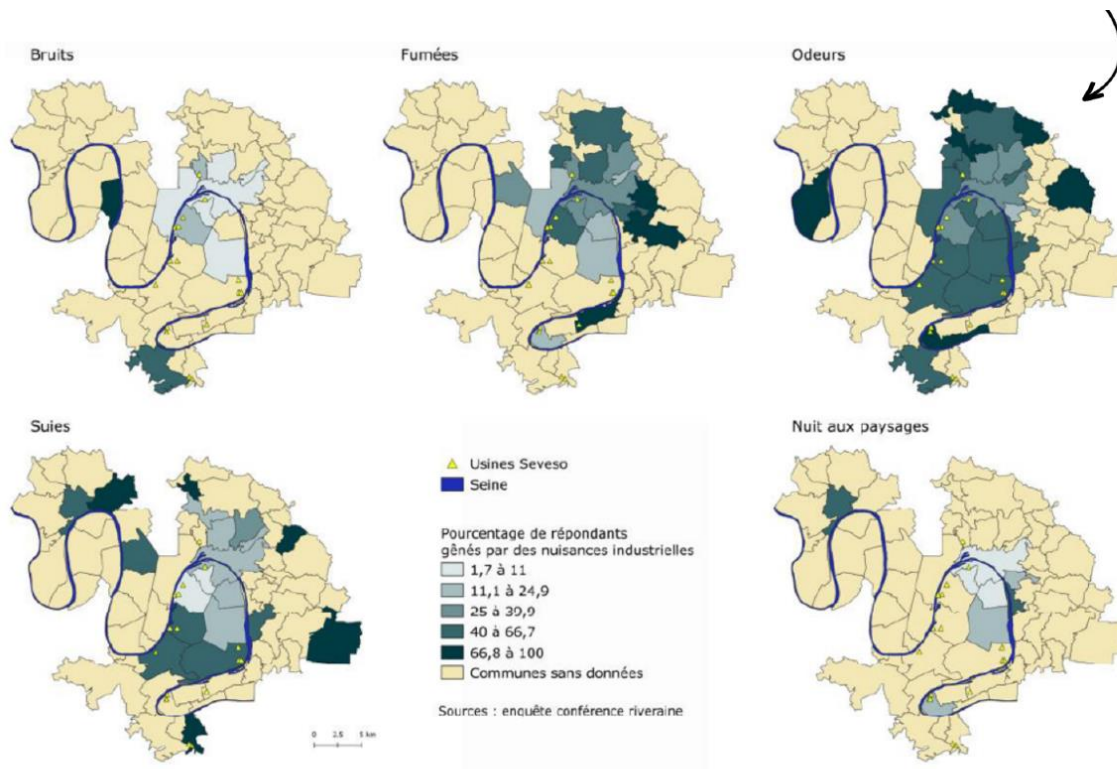
Les craintes les plus exprimées face aux activités industrielles portent sur les impacts sanitaires à court, moyen et long terme. La suspicion prédomine sur les informations communiquées suite à un incident ou un accident, avec l'entretien de la croyance populaire d'une institution qui dissimulerait la vérité.

Un défaut d'information

Les avis exprimés pointent un défaut d'information sur les risques majeurs, notamment sur les consignes en cas d'accident. 57% des répondants disent ne pas connaître les consignes de sécurité.

Une géographie des préoccupations

Pour les populations les plus éloignées des sites industriels, le risque apparaît comme trop lointain. Pour les populations riveraines en revanche, ce risque est un bien identifié. Il est néanmoins refoulé. L'analyse géographique des réponses confirme l'existence de l'effet « barrière » de la Seine : la perception des risques est plus faible en rive droite qu'en rive gauche, pour une même distance par rapport aux sites industriels.



Les principales attentes exprimées

Cette étude a également permis d'identifier les attentes des répondants face aux risques industriels, et la façon dont la collectivité pourrait agir en faveur de leur sécurité et de leur bien-être.

La formation sur les consignes : un incontournable

Les répondants ont témoigné d'une forte demande sur les consignes, leur mise en situation avec des exercices pratiques.

Une demande d'information régulière et systématique

Les sondés émettent majoritairement le souhait d'une information préventive tout au long de l'année, axée sur la proximité et non généraliste. Les formats restent néanmoins à définir pour toucher le public. Des communications plus spécifiques sont également attendues, autant en cas d'accident majeur qu'en cas de nuisances perceptibles (bruit, odeur, pollution...). En outre, 84% des répondants se sont prononcés comme favorables à l'usage de l'Alerte SMS de la Métropole.

Instaurer un dialogue de confiance

L'étude a montré une expression forte d'un « droit de savoir », allant de pair avec l'acceptation des risques encourus. Les accidents doivent donner lieu à une « communication de vérité » systématique pour gagner l'approbation des habitants. Enfin, les impacts sanitaires et environnementaux doivent être étudiés et être rendus publics pour une transparence totale.

Des contrôles de sécurité

Enfin, l'étude a montré qu'une grande attente réside dans des contrôles plus réguliers des sites industriels, avec une transparence sur les résultats.

Les recommandations de l'étude pour la création d'une instance de dialogue

La finalité de cette étude sociologique portait sur la préfiguration d'une instance de dialogue citoyen sur les risques industriels. Les partenaires de l'étude, Marc Sénant (ICSI), Pierre Lenel (Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique, CNRS, CNAM), Delphine Grancher (Laboratoire de Géographie Physique, CNRS, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, et Eric Daudé et Mélodie Delamare, Laboratoire IDEES, CNRS, Normandie Université, ont fait part de leurs recommandations à l'issue de cette étude.

Selon leurs retours, la future instance de dialogue citoyen doit être pensée pour :

- Travailler sur les meilleurs moyens de sensibilisation et de formation sur les risques et les nuisances
- Questionner directement les industriels et les pouvoirs publics en cas d'accident ou de nuisance,
- Engager des études, des analyses... sur les questions sanitaires et/ou environnementales,
- Représenter l'ensemble du territoire pour répondre à la diversité géographique des enjeux.

Les prochaines étapes

D'ici au premier semestre 2023, des volontaires pourront rejoindre un groupe de préfiguration pour coconstruire la future instance de dialogue. Quatre réunions publiques à Duclair, Grand-Quevilly, Bois-Guillaume et Elbeuf seront organisées pour présenter les résultats et inviter les participants à rejoindre le groupe de travail.

Les candidatures à ce groupe de préfiguration seront également possibles dès le mois de décembre sur le site Je Participe de la Métropole Rouen Normandie.

L'étude est téléchargeable ici : <https://ieparticipe.metropole-rouen-normandie.fr/>

CONTACT PRESSE

Justine Hunault-Dequatremare

justine.hunault-dequatremare@metropole-rouen-normandie.fr

02 76 30 31 33 | 06 60 71 99 61